

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204343]

19 JUILLET 2018. — Décret intégrant le programme stratégique transversal dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et modifiant l'arrêté royal n° 519 du 31 mars 1987 organisant la mobilité volontaire entre les membres du personnel statutaire des communes et des centres publics d'aide sociale qui ont un même ressort (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article L1123-15, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par les décrets des 30 avril 2009 et 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

" Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la commune a fait l'objet d'un reclassement, il y a lieu d'appliquer la catégorie reprise dans l'arrêté de reclassement. "

2° dans l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots « Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots "Les traitements, visés aux alinéas 1^{er} et 2^o".

Art. 2. L'article L1123-27 du même Code, est remplacé par ce qui suit :

" Art. L1123-27. § 1^{er}. Dans les deux mois après la désignation des échevins, le collège soumet au conseil communal une déclaration de politique communale couvrant la durée de son mandat et comportant au moins les principaux projets politiques ainsi qu'un volet budgétaire reprenant les grandes orientations en la matière.

Après adoption par le conseil communal, cette déclaration de politique communale est publiée conformément aux dispositions de l'article L1133-1 et de la manière prescrite par le conseil communal. Elle est mise en ligne sur le site internet de la commune.

§ 2. Le conseil communal prend acte du programme stratégique transversal, que le collège communal lui présente, dans les six mois qui suivent la désignation des échevins ou suite à l'adoption d'une motion de méfiance concernant l'ensemble du collège communal conformément à l'article L1123-14, § 1^{er}. Au cours de cette même séance du conseil communal, le programme stratégique transversal est débattu publiquement.

Le programme stratégique transversal est un outil de gouvernance pluriannuel qui reprend la stratégie développée par le collège communal pour atteindre les objectifs stratégiques qu'il s'est fixés. Cette stratégie se traduit par le choix d'objectifs opérationnels, de projets et d'actions, définis notamment au regard des moyens humains et financiers à disposition.

Le programme stratégique transversal repose sur une collaboration entre le collège communal et l'administration.

Le programme stratégique transversal est soumis à une évaluation par le collège communal au minimum à mi-législature et au terme de celle-ci.

Le comité de direction constitue un rapport d'exécution dont le collège communal se saisit pour réaliser la dernière évaluation de la législature. Ce rapport d'exécution et cette évaluation sont transmis au conseil communal pour prise d'acte, dans le courant du premier semestre de l'année du renouvellement intégral des conseils communaux, ainsi qu'au collège communal issu des élections suivantes.

Le programme stratégique transversal peut être actualisé en cours de législature.

Le programme stratégique transversal est publié conformément aux dispositions de l'article L1133-1 et de la manière prescrite par le conseil communal. Il est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Pour le premier programme stratégique transversal de la législature 2018-2024 le délai de six mois prévu à l'alinéa 1^{er} est porté à neuf mois.

§ 3. La délibération du conseil communal prenant acte du programme stratégique transversal est communiquée au Gouvernement ».

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article L1123-27/1 rédigé comme suit :

« Art. L1123-27/1. § 1^{er}. Les communes à caractère urbain peuvent se doter, dans le cadre de leur programme stratégique transversal visé à l'article L1123-27, § 2, d'un outil stratégique et opérationnel de gouvernance interne appelé perspective de développement urbain (PDU).

§ 2. La perspective de développement urbain identifie les ambitions transversales de la commune à caractère urbain, à mettre en œuvre au cours de la législature communale. Les ambitions transversales sont choisies sur la base de l'analyse contextuelle de la commune à caractère urbain, faite au regard des objectifs régionaux repris au paragraphe 4 du présent article.

§ 3. La perspective de développement urbain traduit les ambitions de la commune à caractère urbain en des actions à mettre en œuvre durant la durée de la législature, spécialement pour les quartiers prioritaires.

§ 4. Les objectifs régionaux tendant à renforcer l'attractivité des communes à caractère urbain, sont les suivants :

1° rendre les communes à caractère urbain plus accueillantes;

2° faire des communes à caractère urbain un vecteur de mieux vivre ensemble et de solidarité;

3° encourager la reconstruction de la ville sur la ville;

4° privilégier un logement et un cadre de vie de qualité;

5° offrir un réseau d'espaces publics attractifs, en ce compris d'espaces verts;

6° faire des communes à caractère urbain un moteur du redéploiement économique;

7° créer des communes à caractère urbain intelligentes.

§ 5. Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article et définit la notion de « quartiers prioritaires ». Il précise le contenu, la procédure d'élaboration et de mise en œuvre de la perspective de développement urbain. "

Art. 4. L'article L1124-1 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, est abrogé.

Art. 5. L'article L1124-2, § 2, du même Code, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Avant l'engagement de toute procédure afin de pourvoir l'emploi de directeur général, le conseil communal peut nommer immédiatement à cet emploi le directeur général adjoint, pour autant que ce dernier réunisse toutes les conditions de nomination à l'emploi de directeur général. ».

Art. 6. A l'article L1124-4 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur général est également chargé de la mise en œuvre du programme stratégique transversal. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Sous le contrôle du collège communal, le directeur général dirige et coordonne les services communaux et, sauf les exceptions prévues par la loi ou le décret, il est le chef du personnel et du directeur général adjoint.

Il met en œuvre et évalue la politique de gestion des ressources humaines. Dans ce cadre, il arrête le projet d'évaluation de chaque membre du personnel et le transmet à l'intéressé et au collège.

Le directeur général, ou son délégué de niveau supérieur à celui de l'agent à recruter ou à engager, participe avec voix délibérative au jury d'examen constitué lors du recrutement ou de l'engagement des membres du personnel. ».

Art. 7. L'article L1124-8 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-8. Le directeur général a droit à des augmentations biennales qui ne sont pas inférieures à :

1° cinq pour cent du minimum pour les communes de deux mille habitants et moins;

2° quatre pour cent du minimum pour les communes de deux mille un à quatre mille habitants;

3° trois pour cent du minimum pour les autres communes.

Les augmentations biennales prennent effet le premier du mois qui suit la date anniversaire de l'entrée en fonction.

Toutefois, par application de l'article L1124-50, le titulaire perd son droit à l'augmentation biennale visé à l'alinéa 1^{er} lorsqu'il fait l'objet d'une évaluation réservée ou défavorable, et ce, jusqu'à ce qu'il obtienne une évaluation favorable.

L'échelle du directeur général s'étend sur une période comprise entre quinze et vingt-six ans.

Les communes sont classées d'après le chiffre de leur population.

Le passage d'une commune dans une catégorie inférieure est sans effet sur les minima et maxima légaux du traitement du directeur général en fonction au moment de ce changement de catégorie. ».

Art. 8. Dans l'article L1124-9 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « dans le secteur privé, en qualité d'indépendant et/ou » sont insérés entre les mots « l'ancienneté acquise » et les mots « dans les emplois de l'État »;

2° un alinéa 2, rédigé comme suit, est ajouté :

« La valorisation de l'ancienneté acquise dans le secteur privé et/ou en qualité d'indépendant s'applique aux recrutements de directeurs effectués après l'entrée en vigueur du présent alinéa. ».

Art. 9. L'article L1124-15 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-15. § 1^{er}. Dans les communes de plus de dix mille habitants, le conseil communal peut adjoindre au directeur général un fonctionnaire auquel il est donné le titre de directeur général adjoint.

§ 2. Le directeur général adjoint d'une commune peut être nommé directeur général adjoint du centre public d'action sociale du même ressort. Il ne peut toutefois pas être nommé directeur général adjoint d'une autre commune, ni directeur général adjoint du centre public d'action sociale d'une autre commune.

Les prestations totales ne peuvent en aucun cas porter le volume global de toutes les activités cumulées à plus d'un temps plein.

Le conseil communal et le conseil de l'action sociale déterminent, de commun accord, la répartition du temps de travail du directeur général adjoint commun au profit des deux institutions. La charge salariale incombant respectivement à la commune et au centre public d'action sociale est proportionnelle au temps de travail presté au profit de chacune des deux institutions. ».

Art. 10. A l'article L1124-16, inséré par le décret du 18 avril 2013, après les mots « L'article L1124-2 », les mots « §§ 1^{er} et 2, alinéas 1^{er} et 2 » sont ajoutés.

Art. 11. L'article L1124-18 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-18. Le conseil communal fixe l'échelle barémique des traitements du directeur général adjoint.

Ce traitement est inférieur à celui qui est fixé pour le directeur général et ne peut être inférieur à 75 % de l'échelle barémique de traitement du directeur général.

Lorsque le directeur général adjoint accomplit toutes les fonctions du directeur général absent, son échelle barémique correspond à cent pour cent de l'échelle barémique du directeur général. ».

Art. 12. L'article L1124-19 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si le directeur général ne désigne personne, en cas d'absence temporaire de moins de sept jours, le collège peut désigner un directeur général faisant fonction. Au-delà de cette période de sept jours, le collège en désigne un. ».

Art. 13. L'article L1124-20 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

" Art. L1124-20. Le directeur général faisant fonction bénéficie de l'échelle de traitement du titulaire. S'il est choisi parmi les agents de la commune, il bénéficie d'une allocation égale à la différence entre la rémunération dont il bénéficierait s'il était titulaire du grade de directeur général et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif. ».

Art. 14. Dans l'article L1124-21 du même Code, § 2, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les mots « comptant 20. 000 habitants ou moins » sont remplacés par les mots « comptant 35.000 habitants ou moins ».

Art. 15. Dans l'article L1124-22 du même Code, le paragraphe 3, modifié par les décrets du 8 décembre 2005 et 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. En cas d'absence justifiée, le directeur financier peut, dans les trois jours, sous sa responsabilité, désigner pour une période de trente jours au plus, un directeur financier faisant fonction, agréé par le collège. Cette mesure peut être renouvelée à deux reprises pour une même absence.

Dans tous les autres cas, le collège communal désigne un directeur financier faisant fonction.

Le directeur financier faisant fonction bénéficie de l'échelle barémique du titulaire. S'il est choisi parmi les agents de la commune, il bénéficie d'une allocation égale à la différence entre la rémunération dont il bénéficierait s'il était titulaire du grade de directeur financier et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif.

L'article L1126-4 lui est applicable sauf en cas de désignation pour une durée de moins de trente jours.

Le directeur financier faisant fonction exerce toutes les attributions dévolues au directeur financier.

Lors de son installation et de la cessation de ses fonctions, il est procédé à l'établissement d'un compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du collège communal. ».

Art. 16. A l'article L1124-40, § 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, aux 3° et 4°, les mots « hors T.V.A. » sont chaque fois insérés entre les mots « 22.000 euros » et les mots ", dans les dix jours ouvrables »;

2° à l'alinéa 1^{er}, au 4° :

a) les mots « et du collège communal » sont remplacés par les mots « ou du collège communal »;

b) les mots « inférieure à 22.000 euros » sont remplacés par les mots « égale ou inférieure à 22.000 euros »;

3° l'alinéa 1^{er} est complété par le 5° rédigé comme suit :

« 5° d'effectuer le suivi financier du programme stratégique transversal. »;

4° à l'alinéa 2 :

a) les mots « Le délai de dix jours visé au 4° » sont remplacés par les mots : « Le délai de dix jours visé aux 3° et 4° »;

b) la phrase « *En cas d'urgence dûment motivée, le délai peut être ramené à cinq jours.* » est remplacée par la phrase : « En cas d'urgence dûment motivée, le délai de base de dix jours ouvrables visé aux 3° et 4°, peut être ramené à cinq jours ouvrables. »

Art. 17. L'article L1124-50 du même Code, inséré par le décret du 30 avril 2009 et remplacé par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-50. Aux conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement, le collège communal procède à l'évaluation du directeur général, du directeur général adjoint et du directeur financier. L'évaluation s'appuie sur le rapport de planification.

Le collège communal élabore un rapport de planification déterminant les objectifs que le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier doivent, chacun pour ce qui les concerne, atteindre dans le cadre des missions que leur confie notamment l'article L1124-4.

Le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur financier peut annexer au rapport de planification le concernant ses observations.

La délibération du collège adoptant le rapport de planification est communiquée, pour information, au conseil communal et au Gouvernement.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}, si elle est :

1° « excellente » permet l'octroi d'une bonification financière équivalente à une annale supplémentaire;

2° « réservée » a pour conséquence :

a) de maintenir le traitement en l'état jusqu'à la prochaine évaluation;

b) d'établir une évaluation intermédiaire six mois après cette évaluation réservée;

3° « défavorable » a pour conséquence :

a) de maintenir le traitement en l'état jusqu'à la prochaine évaluation;

b) d'établir une évaluation intermédiaire un an après cette évaluation défavorable.

Après deux évaluations défavorables successives définitivement établies, le conseil communal peut notifier la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle. ».

Art. 18. Dans l'article L1125-8 du même Code, l'alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Il y a dans une même commune ou entre une commune et un C.P.A.S., incompatibilité entre l'exercice de la fonction de directeur général en titre, adjoint, ou en qualité de faisant fonction et l'exercice de la fonction de directeur financier en titre ou faisant fonction. ».

Art. 19. A l'article L1211-3, § 2, du même Code, inséré par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le comité de direction :

1° participe à l'élaboration du programme stratégique transversal et soutient le collège communal visé à l'article L1121-1;

2° assure le suivi du programme stratégique transversal dans le cadre de sa mise en œuvre. »;

2° la première phrase du paragraphe 3 est abrogée.

Art. 20. A l'article L1215-8 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « L'absence ou l'inexistence d'un supérieur hiérarchique n'empêche pas le directeur général d'exercer sa compétence. Il en est de même en cas d'absence de rapport du supérieur hiérarchique. Dans ces deux derniers cas, le directeur général rédige lui-même un rapport motivé. »

2° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au directeur général, au directeur général adjoint et au directeur financier. ».

Art. 21. A l'article L1217-1 du même Code, inséré par le décret du 30 avril 2009 et modifié par le décret du 30 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « des agents de la commune visés à l'article L1215-8 » sont remplacés par les mots « des membres du personnel rémunérés par la commune et dont la nomination est attribuée aux autorités communales »;

2° à l'alinéa 3, les mots « à l'exception des agents promus, » sont abrogés;

3° à l'alinéa 3, les mots « ou la province » sont abrogés.

Art. 22. Dans l'article L1217-2, § 2, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 30 avril 2009, les mots « à dater de la réception de la décision » sont remplacés par les mots « à dater de la réception de la décision ainsi que de l'ensemble des pièces afférentes à l'affaire par le Président ou le cas échéant par le vice-président ».

Art. 23. A l'article L1218-1, 1°, du même Code, inséré par le décret du 30 avril 2009 et remplacé par le décret du 30 avril 2013, les mots « pour licenciement » sont abrogés.

Art. 24. L'article L1218-2 du même Code, inséré par le décret du 30 avril 2009 et remplacé par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1218-2. La chambre de recours est composée comme suit :

1° un président effectif et un président suppléant;

2° un vice-président effectif et un vice-président suppléant;

3° onze assesseurs effectifs et onze assesseurs suppléants.

Le Gouvernement désigne le président et le vice-président parmi les magistrats effectifs ou honoraires.

L'Union des Villes et Communes de Wallonie désigne deux assesseurs effectifs et deux suppléants.

L'Association des provinces wallonnes désigne un assesseur effectif et un suppléant.

Chaque organisation syndicale représentative au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, désigne un assesseur effectif et un suppléant.

La Fédération des directeurs généraux et de C.P.A.S. désigne deux assesseurs effectifs et deux suppléants.

La Fédération des receveurs communaux et de C.P.A.S. désigne deux assesseurs effectifs et deux suppléants.

La Fédération des directeurs généraux provinciaux désigne un assesseur effectif et un suppléant.

Les assesseurs désignés sont agréés par le Gouvernement. Le refus d'agrément est soumis au Comité des services publics provinciaux et locaux visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Le greffe est assuré par un agent de niveau A de la Direction générale opérationnelle des Affaires intérieures et de l'Action sociale. Le greffier, désigné par celle-ci, assiste aux séances de la chambre des recours ».

Art. 25. L'article L1218-6 du même Code, inséré par le décret du 30 avril 2009 et remplacé par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« L1218-6. Le greffe demande immédiatement le dossier complet de l'affaire à l'auteur de la décision, lequel le transmet à la chambre sans délai. Les pièces et informations complémentaires demandées sont transmises de même par retour de courrier. »

Art. 26. Dans l'article L1218-12, § 2, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 18 avril 2013, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « soixante jours ».

Art. 27. A l'article L1218-13, inséré par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Lorsque la Chambre de recours est saisie d'un recours visé à l'article L1218-1, 2°, le greffe de la Chambre de recours, dans les deux jours de la réception du recours, en accuse réception et le notifie simultanément à l'autorité compétente en l'invitant à lui communiquer dans les dix jours l'acte accompagné de ses pièces justificatives. »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « soixante jours ».

Art. 28. L'article L2212-47 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2212-47. § 1^{er} Dans les deux mois après la désignation des députés provinciaux, le collège provincial soumet au conseil provincial une déclaration de politique provinciale couvrant la durée de son mandat et comportant au moins ses principaux projets politiques ainsi qu'un volet budgétaire reprenant les grandes orientations en la matière.

La déclaration de politique provinciale contient également les orientations proposées par le collège provincial, pour la conclusion du partenariat visé au chapitre III du titre III du livre II de la deuxième partie.

Après son adoption par le conseil provincial, cette déclaration de politique provinciale est insérée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site internet de la province.

§ 2. Le collège provincial remet au directeur général une lettre de mission à l'occasion du renouvellement intégral du conseil provincial ou lors du recrutement du directeur général.

Cette lettre de mission comporte au moins les éléments suivants :

1° la description de fonction et le profil de compétence de l'emploi de directeur général;

2° les objectifs à atteindre pour les diverses missions, notamment sur base de la déclaration de politique provinciale;

3° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués;

4° l'ensemble des missions qui lui sont conférées par le présent Code et notamment sa mission de conseil et de disponibilité à l'égard de l'ensemble des membres du conseil.

Une concertation a lieu entre le directeur général et le collège provincial sur les moyens nécessaires à la réalisation de la lettre de mission. Le directeur financier y est associé pour les matières dont il a la charge. En cas d'absence d'accord du directeur général sur les moyens, l'avis de ce dernier est annexé à la lettre de mission.

§ 3. Le conseil provincial prend acte du programme stratégique transversal, que le collège provincial lui présente, dans les six mois qui suivent la désignation des députés provinciaux ou suite à l'adoption d'une motion de méfiance concernant l'ensemble du collège provincial conformément à l'article L2212-44, § 1^{er}. Au cours de cette même séance du conseil provincial, le programme stratégique transversal est débattu publiquement.

Le programme stratégique transversal est un outil de gouvernance pluriannuel qui reprend la stratégie développée par le collège provincial pour atteindre les objectifs stratégiques qu'il s'est fixés. Cette stratégie se traduit par le choix d'objectifs opérationnels, de projets et d'actions, définis notamment au regard des moyens humains et financiers à disposition.

Le programme stratégique transversal repose sur une collaboration entre le collège provincial et l'administration.

Le programme stratégique transversal est soumis à une évaluation par le collège provincial au minimum à mi-législature et au terme de celle-ci.

Le comité de direction constitue un rapport d'exécution dont le collège provincial se saisit pour réaliser la dernière évaluation de la législature. Ce rapport d'exécution et cette évaluation sont transmis au conseil provincial pour prise d'acte, dans le courant du premier semestre de l'année du renouvellement intégral des conseils provinciaux, ainsi qu'au collège provincial issu des élections suivantes.

Le programme stratégique transversal peut être actualisé en cours de législature.

Le programme stratégique transversal est publié conformément aux dispositions de l'article L2213-2 et de la manière prescrite par le conseil provincial. Il est mis en ligne sur le site internet de la province.

A titre transitoire, le délai de six mois prévu à l'alinéa 1^{er} est porté à neuf mois pour le premier programme stratégique transversal de la législature 2018-2024.

§ 4. La délibération du conseil provincial prenant acte du programme stratégique transversal est communiquée au Gouvernement. ».

Art. 29. A l'article L2212-56, du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Aux conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement, le collège provincial procède à l'évaluation du directeur général et du directeur financier. L'évaluation s'appuie notamment sur le rapport de planification »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Le collège provincial élabore un rapport de planification déterminant les objectifs que le directeur général et le directeur financier doivent, chacun pour ce qui les concerne, atteindre dans le cadre des missions que leur confie notamment l'article L2212-58.

La délibération du collège adoptant le rapport de planification est communiquée, pour information, au conseil provincial et au Gouvernement.

Le directeur général ou le directeur financier peut annexer au rapport de planification ses observations.

L'évaluation visée à l'alinéa 4, si elle est :

1° « excellente » permet l'octroi d'une bonification financière équivalente à une annale supplémentaire;

2° « réservée » a pour conséquence :

a) de maintenir le traitement en l'état jusqu'à la prochaine évaluation;

b) d'établir une évaluation intermédiaire six mois après cette évaluation réservée;

3° « défavorable » a pour conséquence :

- a) de maintenir le traitement en l'état jusqu'à la prochaine évaluation;
- b) d'établir une évaluation intermédiaire un an après cette évaluation défavorable.

Après deux évaluations défavorables successives définitivement attribuées, le conseil provincial peut notifier la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle. »;

3° le paragraphe 2, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les prestations effectuées dans le secteur privé et/ou en qualité d'indépendant sont également admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire à concurrence de maximum 10 années, à condition que ces années soient utiles à la fonction. Le présent alinéa s'applique aux recrutements de directeurs effectués après l'entrée en vigueur du présent alinéa. »

Art. 30. L'article L2212-57, § 1^{er}, alinéa 2 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, est complété par la phrase suivante : « L'absence ou l'inexistence d'un supérieur hiérarchique n'empêche pas le directeur général d'exercer sa compétence. Il en est de même en cas d'absence de rapport. ».

Art. 31. Dans l'article L2212-58, § 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur général est également chargé de la mise en œuvre du programme stratégique transversal. ».

Art. 32. A l'article L2212-59 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les phrases suivantes : « Si le directeur général ne désigne personne, en cas d'absence temporaire de moins de sept jours, le collègue peut désigner le directeur général faisant fonction. Au-delà de cette période de sept jours, le collègue en désigne un. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur général faisant fonction bénéficie de l'échelle de traitement du titulaire. S'il est choisi parmi les agents de la province, il bénéficie d'une allocation égale à la différence entre la rémunération dont il bénéficierait s'il était titulaire du grade de directeur général et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif. ».

Art. 33. Dans la deuxième partie, livre II, titre Ier, chapitre II, section 5, du même Code, remplacée par le décret du 18 avril 2013, l'intitulé de la sous-section 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le comité de direction ».

Art. 34. L'article L2212-61 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, est abrogé.

Art. 35. L'article L2212-62 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le comité de direction

1° participe à l'élaboration du programme stratégique transversal et soutient le collège provincial;

2° assure le suivi du programme stratégique transversal dans le cadre de sa mise en œuvre. ».

Art. 36. Dans l'article L2212-64, § 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur financier faisant fonction bénéficie de l'échelle de traitement du titulaire. S'il est choisi parmi les agents de la province, il bénéficie d'une allocation égale à la différence entre la rémunération dont il bénéficierait s'il était titulaire du grade de directeur financier et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif. ».

Art. 37. A l'article L2212-65, du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, au 8°, les mots « hors T.V.A. » sont insérés entre les mots « 22.000 euros » et les mots «, dans les dix jours ouvrables »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2, la phrase « En cas d'urgence dûment motivée, le délai peut être ramené à cinq jours. » sont remplacés par la phrase suivante : « En cas d'urgence dûment motivée, le délai de base de dix jours ouvrables visé au 8°, peut être ramené à cinq jours ouvrables. »;

3° le paragraphe 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le directeur financier est chargé du suivi financier du programme stratégique transversal. ».

Art. 38. A l'article L2212-67 du même Code, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «, et sont assimilés aux receveurs spéciaux ou comptables en deniers, en ce qui concerne les garanties à fournir » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er} ».

Art. 39. L'article L2221-1 du même Code, modifié par le décret du 30 avril 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de licenciement pour inaptitude professionnelle du directeur général ou du directeur financier, la province leur octroie une indemnité correspondant à minimum trois mois de traitement par tranche de cinq années de travail entamée. ».

Art. 40. L'article 2 de l'arrêté royal n°519 du 31 mars 1987 organisant la mobilité volontaire entre les membres du personnel statutaire des communes et des centres publics d'aide sociale qui ont un même ressort, modifié par le décret du 18 avril 2013, est complété par le 4° rédigé comme suit :

« 4° aux titulaires des grades légaux. ».

Art. 41. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge* et s'applique à partir du renouvellement des conseils communaux et provinciaux qui fera suite aux élections communales et provinciales du 14 octobre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie,
du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1136 (2017-2018) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 juillet 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204343]

19 JULI 2018. — Decreet tot opname van het overkoepelend strategisch programma in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 519 van 31 maart 1987 tot regeling van de vrijwillige mobiliteit tussen de statutaire personeelsleden van de gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn die eenzelfde werkgebied hebben (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel L1123-15, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, gewijzigd bij de decreten van 30 april 2009 en 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o er wordt tussen de eerste en de tweede leden een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid dient de in het herklasseringsbesluit bedoelde categorie toegepast te worden indien de gemeente het voorwerp van een herklassering heeft uitgemaakt.;"

2^o in het voormalige tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "De wedden, zoals bedoeld in het eerste lid," vervangen door de woorden "De wedden, zoals bedoeld in het eerste en het tweede lid".

Art. 2. Artikel L1123-27 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1123-27. § 1. Binnen twee maanden na de aanwijzing van de schepenen, legt het college aan de gemeenteraad een gemeentelijke beleidsverklaring voor die de duur van diens mandaat dekt en hoedanook de voornaamste beleidsprojecten alsmede een begrotingsonderdeel met de grote lijnen terzake bevat.

Na goedkeuring door de gemeenteraad wordt deze gemeentelijke beleidsverklaring bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel L1133-1 en op de door de gemeenteraad bepaalde wijze. Ze wordt op de website van de gemeente gepubliceerd.

§ 2. De gemeenteraad neemt akte van het overkoepelend strategisch programma dat het gemeentecollege hem voorlegt, binnen zes maanden na de aanwijzing van de schepenen of ten gevolge van een aanneming van een motie van wantrouwen betreffende het hele gemeentecollege overeenkomstig artikel L1123-14, § 1. Tijdens dezelfde vergadering van het gemeentecollege wordt het overkoepelend strategisch programma openbaar gedebatteerd.

Het overkoepelend strategisch programma is een meerjarig beleidsinstrument dat de strategie bevat die het gemeentecollege heeft ontwikkeld om de strategische doelstellingen die hij heeft vastgelegd, te bereiken. Deze strategie resulteert in de keuze van operationele doelstellingen, projecten en acties die meer bepaald zijn omschreven rekening houdend met de ter beschikking zijnde menselijke en financiële middelen.

Het overkoepelend strategisch programma is gegrond op een samenwerking tussen het gemeentecollege en de administratie.

Het overkoepelend strategisch programma wordt door het gemeentecollege minstens halfweg de legislatuur en na afloop ervan onderworpen aan een evaluatie.

Het directiecomité stelt een uitvoeringsrapport samen, waarvan het gemeentecollege akte neemt om de laatste evaluatie van de legislatuur uit te voeren. Dat uitvoeringsrapport en deze evaluatie worden in de loop van het eerste halfjaar van het jaar van de volledige hernieuwing van de gemeenteraden aan de gemeenteraad alsook aan het gemeentecollege voortvloeiend uit de volgende verkiezingen overgemaakt om er akte van te nemen.

In de loop van de legislatuur is een actualisering van het overkoepelend strategisch programma mogelijk.

Het overkoepelend strategisch programma wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel L1133-1 en op de wijze, bepaald door de gemeenteraad, bekendgemaakt. Het wordt op de website van de gemeente gepubliceerd.

Voor het eerste overkoepelend strategisch programma van de legislatuur 2018-2024 wordt de termijn van zes maanden bedoeld in lid 1 op negen maanden gebracht.

§ 3. De beraadslaging van de gemeenteraad die akte neemt van het overkoepelend strategisch programma wordt aan de Regering medegedeeld”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1123-27/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L1123-27/1. § 1. De gemeenten met stedelijk karakter kunnen in het kader van hun overkoepelend strategisch programma bedoeld in artikel L1123-27, § 2, een strategisch en operationeel intern bestuursinstrument ontwikkelen, dat perspectief voor stadsontwikkeling wordt genoemd.

§ 2. Het perspectief voor stadsontwikkeling identificeert de overkoepelende ambities van de gemeente met stedelijk karakter, die in de loop van de gemeentelijke legislatuur uitgevoerd moeten worden. De overkoepelende ambities worden gekozen op basis van het contextuele onderzoek van de gemeente met stedelijk karakter, dat is uitgevoerd rekening houdende met de in § 4 van dit artikel bedoelde gewestelijke doelstellingen.

§ 3. Het perspectief voor stadsontwikkeling drukt de ambities van de gemeente met stedelijk karakter uit in acties die tijdens de legislatuur moeten worden uitgevoerd, in het bijzonder voor de prioritaire wijken.

§ 4. De gewestelijke doelstellingen die ertoe strekken om de aantrekkingskracht van de gemeenten met stedelijk karakter te versterken, zijn de volgende :

- 1° gemeenten met een stedelijk karakter gastvrij maken;
- 2° van gemeenten met stedelijk karakter een vector maken voor beter samenleven en solidariteit;
- 3° het invoeren van nieuwe stadswijken in bestaande stadswijken aanmoedigen;
- 4° de voorkeur geven aan een kwaliteitsvolle woning en leefomgeving;
- 5° een netwerk van aantrekkelijke openbare ruimten, met inbegrip van groengebieden, aanbieden;
- 6° van gemeenten met stedelijk karakter een motor van economische heroriëntering maken;
- 7° intelligente gemeenten met stedelijk karakter oprichten.

§ 5. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel en bepaalt het begrip van ”prioritaire wijken”. Ze bepaalt de inhoud, de procedure voor de uitwerking en uitvoering van het perspectief voor stadsontwikkeling nader.”.

Art. 4. Artikel L1124-1 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel L1124-2, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

”Voordat aangevangen wordt met een procedure voor de invulling van de betrekking van directeur-generaal kan de gemeenteraad onmiddellijk de adjunct-directeur-generaal voor die betrekking benoemen voor zover laatstgenoemde alle voorwaarden vervult om in de betrekking van directeur-generaal benoemd te worden.”.

Art. 6. Artikel L1124-4 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

”De directeur-generaal is eveneens belast met de uitvoering van het overkoepelend strategisch programma.”;

2° in paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

”§ 2. Onder het gezag van het gemeentecollege leidt en coördineert de directeur-generaal de gemeentediensten en, behalve de uitzonderingen bepaald bij wet of decreet, staat hij aan het hoofd van het personeel en van de adjunct-directeur-generaal.

Hij voert en evalueert het beleid inzake het beheer van de menselijke hulpkrachten. In dit kader maakt hij het ontwerp van de evaluatie van elk personeelslid op alvorens het aan de betrokkene en aan het college te richten.

De directeur-generaal of zijn afgevaardigde, van hoger niveau dan dat van het te werven of in dienst te nemen personeelslid, neemt met stemrecht deel aan de examenjury samengesteld bij de werving of de indienstneming van de personeelsleden.”.

Art. 7. Artikel L1124-8 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen als volgt :

”Art. L1124-8. De directeur-generaal heeft recht op tweejaarlijkse verhogingen, die niet minder mogen bedragen dan :

- 1° vijf procent van het minimum voor gemeenten van 2 000 inwoners en minder;
- 2° vier procent voor gemeenten van 2 001 tot en met 4 000 inwoners;
- 3° drie procent voor de overige gemeenten.

Die tweejaarlijkse verhogingen gaan in op de eerste van de maand volgend op de verjaardag van de indiensttreding.

Overeenkomstig artikel L1124-50 verliest de titularis evenwel zijn recht op de in het eerste lid bedoelde tweejaarlijkse verhoging wanneer hij het voorwerp uitmaakt van een beoordeling met voorbehoud of een ongunstige beoordeling, en dit, totdat hij een gunstige beoordeling krijgt.

De weddeschaal van de directeur-generaal breidt zich uit over een periode tussen vijftien en zesentwintig jaar.

De gemeenten worden ingedeeld op grond van hun bevolkingscijfer.

Indien een gemeente evenwel bij een lagere klasse wordt ondergebracht, is dat van generlei invloed op de wettelijke minima en maxima van de wedde van de directeur-generaal die op het tijdstip van die indeling bij een andere klasse in dienst is.”.

Art. 8. Artikel L1124-9 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden “in de privé-sector, als zelfstandige en/of” worden ingevoegd tussen de woorden “die hij verkregen heeft” en de woorden “in betrekkingen bij de Staat”;

2° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De valorisering van in de privé-sector en/of als zelfstandige verworven anciënniteit is van toepassing op de wervingen van directeurs verricht na de inwerkingtreding van dit lid.”.

Art. 9. Artikel L1124-15 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen als volgt :

“Art. L1124-15. § 1. In de gemeenten van meer dan 10 000 inwoners kan de gemeenteraad aan de directeur-generaal een ambtenaar toevoegen, die de titel van adjunct-directeur-generaal voert.

§ 2. De adjunct-directeur-generaal van een gemeente kan benoemd worden tot adjunct-directeur-generaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van hetzelfde ambtsgebied. Hij kan nochtans niet benoemd worden tot adjunct-directeur-generaal van een andere gemeente, noch tot adjunct-directeur-generaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een andere gemeente.

Het totaal van de dienstverstrekkings mag in geen geval groter zijn dan het globale volume van alle activiteiten gecumuleerd tot meer dan 1 maal de werktijd van een voltijdse betrekking.

De gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn bepalen in onderlinge overeenstemming de verdeling van de werktijd van de adjunct-directeur-generaal ten gunste van beide instellingen. De weddelast die respectievelijk aan de gemeente en aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomt is evenredig aan de werktijd gepresteerd ten gunste van elk van de beide instellingen.”.

Art. 10. In artikel L1124-16, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, worden de woorden “ §§ 1 en 2, eerste en tweede lid” toegevoegd na de woorden “Artikel L1124-2”.

Art. 11. Artikel L1124-18 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen als volgt :

“Art. L1124-18. De gemeenteraad stelt de weddeschaal van de adjunct-directeur-generaal vast.

Die wedde blijft lager dan die van de directeur-generaal en mag evenwel niet lager zijn dan 75 % van de weddeschaal van de directeur-generaal.

Wanneer de adjunct-directeur-generaal alle functies van de afwezige directeur-generaal vervult, stemt zijn weddeschaal honderd percent overeen met de weddeschaal van de directeur-generaal.”.

Art. 12. Artikel L1124-9 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt aangevuld met volgend lid :

“Als de directeur-generaal niemand aanwijst bij een tijdelijke afwezigheid van minder dan zeven dagen kan het college een waarnemend directeur-generaal aanwijzen. Als die periode van zeven dagen afgelopen is, wijst het college er één aan.”.

Art. 13. Artikel L1124-20 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen als volgt :

“Art. L1124-20. De waarnemend directeur-generaal geniet de weddeschaal van de titularis. Als hij gekozen wordt uit de personeelsleden van de gemeente, krijgt hij een toelage gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die hij zou krijgen als hij titularis zou zijn van de graad van directeur-generaal en de bezoldiging die hij in zijn daadwerkelijke graad krijgt.”.

Art. 14. In artikel L1124-21 van hetzelfde Wetboek, § 2, eerste lid, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, worden de woorden “van 20 000 inwoners of minder” vervangen door de woorden “van 35.000 inwoners of minder”.

Art. 15. In artikel L1124-22 van hetzelfde Wetboek, wordt § 3, gewijzigd bij de decreten van 8 december 2005 en 18 april 2013, vervangen als volgt :

“ § 3. In geval van gewettigde afwezigheid kan de financieel directeur, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, binnen drie dagen een door het college erkende waarnemend financieel directeur aanwijzen voor een periode van hoogstens dertig dagen. Die maatregel kan voor een zelfde afwezigheid tweemaal worden verlengd.

In alle andere gevallen wijst het gemeentecollege een waarnemend financieel directeur aan.

De waarnemend directeur-generaal geniet de weddeschaal van de titularis. Als hij gekozen wordt uit de personeelsleden van de gemeente, krijgt hij een toelage gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die hij zou krijgen als hij titularis zou zijn van de graad van directeur-generaal en de bezoldiging die hij in zijn daadwerkelijke graad krijgt.

Artikel L1126-4 is er van toepassing op behalve in geval van aanwijzing voor een duur van minder dan dertig dagen.

De waarnemend financieel directeur oefent alle bevoegdheden uit die de financieel directeur toekomen.

Bij zijn ambtsaanvaarding en zijn ambtsneerlegging wordt een eindrekening opgemaakt en worden de kas en de boeken overgedragen, onder toezicht van het gemeentecollege.”.

Art. 16. Artikel L1124-40, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, punten 3° en 4°, worden de woorden “excl. B.T.W.” telkens ingevoegd na de woorden “22.000 euro”;

2° in het eerste lid, punt 4°:

a) worden de woorden “en van het gemeentecollege” vervangen door de woorden “of van het gemeentecollege”;

b) worden de woorden "van minder dan 22.000 euro" vervangen door de woorden "gelijk aan of kleiner dan 22.000 euro";

3° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 5° luidend als volgt :

"5° zorgen voor de financiële opvolging van het overkoepelend strategisch programma.";

4° in het tweede lid :

a) worden de woorden "De termijn van tien dagen bedoeld onder 4°" vervangen door de woorden "De termijn van tien dagen bedoeld onder 3° en 4°";

b) wordt de zin "In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan die termijn tot vijf dagen ingekort worden" vervangen door de zin: "In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de basistermijn van tien werkdagen bedoeld onder 3° en 4° tot vijf werkdagen ingekort worden."

Art. 17. Artikel L1124-50 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. L1124-50. Het gemeentecollege gaat over tot de evaluatie van de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten waarin de Regering voorziet. De evaluatie is gegrond op het planificatierapport.

Het gemeentecollege werkt een planificatierapport uit, dat de doelstellingen bepaalt welke de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur, elk voor wat ze betreft, moeten bereiken in het kader van de opdrachten die zij met name op basis van artikel L1124-4 toevertrouwd krijgen.

de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de financieel directeur kan zijn opmerkingen voegen bij het planificatierapport.

De beraadslaging van het college tot aanneming van het planificatierapport wordt ter informatie aan de gemeenteraad en aan de Regering medegedeeld.

De evaluatie bedoeld in lid 1 heeft tot gevolg :

1° als ze "uitstekend" is, de mogelijke toekenning van een financiële toelage die gelijk is aan een bijkomende jaarlijkse verhoging;

2° "met voorbehoud" :

a) de instandhouding van de wedde in dezelfde staat tot aan de eerstvolgende evaluatie;

b) de vaststelling van een tussentijdse evaluatie zes maanden na die evaluatie met voorbehoud;

3° "ongunstig" :

a) de instandhouding van de wedde in dezelfde staat tot aan de eerstvolgende evaluatie;

b) de vaststelling van een tussentijdse evaluatie één jaar na die ongunstige evaluatie met voorbehoud;

Na twee opeenvolgende ongunstige evaluaties, definitief toegewezen, kan de gemeenteraad kennis geven van het voorstel tot ontslag wegens beroepsbekwaamheid."

Art. 18. In artikel L1125-8 van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, vervangen door wat volgt :

"Er is in éénzelfde gemeente of tussen een gemeente en een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn onverenigbaarheid tussen de uitoefening van het ambt van directeur-generaal, ongeacht of hij titelvoerend, adjunct of waarnemend is, en de uitoefening van het ambt van titelvoerend of waarnemend financieel directeur."

Art. 19. Artikel L1211-3, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"Het directiecomité :

1° neemt deel aan de uitwerking van het overkoepelend strategisch programma en ondersteunt het gemeentecollege bedoeld in artikel L1121-1;

2° zorgt voor de opvolging van het overkoepelend strategisch programma in het kader van de uitvoering ervan.";

2° de eerste zin van § 3 wordt opgeheven.

Art. 20. In artikel L1215-8 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met volgende zin : "De afwezigheid of het niet-bestaan van een hiërarchische overste verhindert de directeur-generaal niet, zijn bevoegdheid uit te oefenen. Hetzelfde geldt bij gebreke van rapport van de hiërarchische overste. In deze twee laatste gevallen stelt de directeur-generaal zelf een gemotiveerd verslag op."

2° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

"Het eerste lid is niet van toepassing op de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur. ».

Art. 21. In artikel L1217-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "van het gemeentepersoneel bedoeld in artikel L1215-8" vervangen door de woorden "van de personeleden bezoldigd door de gemeente en wier benoeming toevertrouwd wordt aan de gemeenteoverheden";

2° in het derde lid worden de woorden "met uitzondering van de bevorderde personeelsleden" opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden "of de provincie" opgeheven.

Art. 22. In artikel L1217-2, § 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden "ingaaend de eerste werkdag volgend op de kennisgeving van de beslissing" vervangen door de woorden "na ontvangst van de beslissing en van het geheel van de stukken betreffende de zaak door de voorzitter of, in voorkomend geval, door de ondervoorzitter".

Art. 23. In artikel L1218-1, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en vervangen bij het decreet van 30 april 2013, worden de woorden "en ontslag" opgeheven.

Art. 24. Artikel L1218-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. L1218-2. De kamer van beroep bestaat uit :

- 1° een effectief voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter;
- 2° een effectief ondervoorzitter en een plaatsvervangend voorzitter;
- 3° elk gewone bijzitters en elf plaatsvervangende bijzitters;

De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering aangewezen uit de gewone of eremagistraten.

Twee gewone en twee plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen door de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten).

Een gewone en een plaatsvervangende bijzitter worden aangewezen door de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse provincies).

Een gewone en een plaatsvervangende bijzitter worden aangewezen door elke representatieve vakbondsorganisatie in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Twee gewone en twee plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen door het Verbond van de directeurs-generaal en van het O.C.M.W.

Twee gewone en twee plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen door het Verbond van de gemeentesecretarissen en van het O.C.M.W.

Een gewone en een plaatsvervangende bijzitter worden aangewezen door het Verbond van de provinciale directeurs-generaal.

De aangewezen bijzitters worden door de Regering erkend. De erkenningsweigering wordt onderworpen aan het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten bedoeld in artikel 3, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

De griffie wordt waargenomen door een personeelslid van niveau A van het Operationele Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie. De griffier die door bedoeld Directoraat-generaal wordt aangewezen, woont de zittingen van de kamer van beroep bij".

Art. 25. Artikel L1218-6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 en vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen door wat volgt :

"L1218-6. De griffie vraagt onmiddellijk het volledige dossier van de aangelegenheid op aan de beslissingnemer, die het dossier onverwijld overmaakt aan de kamer. De opgevraagde aanvullende stukken en gegevens worden eveneens per kerende post overgemaakt."

Art. 26. In artikel L1218-12, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "zestig dagen".

Art. 27. Artikel L1218-13, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Wanneer er een beroep bedoeld in artikel L 1218-1, 2°, aanhangig is gemaakt bij de Kamer van beroep bericht de griffie van de Kamer van beroep er binnen twee dagen na ontvangst van het beroep ontvangst van en deelt hij het tegelijkertijd aan de bevoegde overheid mee waarbij hij haar erom verzoekt de akte samen met haar bewijsstukken binnen tien dagen over te maken.";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "zestig dagen".

Art. 28. Artikel L2212-47 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L2212-47. § 1. Binnen twee maanden na de aanwijzing van de provinciaal gedeputeerden legt het provinciecollege aan de provincieraad een provinciale beleidsverklaring voor die de duur van diens mandaat dekt en hoedanook de voornaamste beleidsprojecten alsmede een begrotingsonderdeel met de grote lijnen terzake bevat.

De provinciale beleidsverklaring bevat ook de lijnen voorgesteld door het provinciecollege voor de sluiting van het partnerschap bedoeld in hoofdstuk III van titel III van Boek III van het tweede deel.

Deze provinciale beleidsverklaring wordt na goedkeuring door de provincieraad opgenomen in het provinciaal Bulletin en online geplaatst op de website van de provincie.

§ 2. Het provinciecollege maakt een opdrachtbrief aan de directeur-generaal over ter gelegenheid van de gehele hernieuwing van de provincieraad of van de aanwerving van een directeur-generaal.

Die opdrachtbrief bevat minstens de volgende elementen :

- 1° de functiebeschrijving en het vaardigheidsprofiel van de betrekking van directeur-generaal;
- 2° de te halen doelstellingen voor de verschillende opdrachten, met name op basis van de provinciale beleidsverklaring;
- 3° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke hulpkrachten;
- 4° het geheel van de opdrachten die hem bij dit Wetboek toegewezen worden, o.a. zijn advies- en disponibilitoetsopdracht jegens het geheel van de leden van de raad.

De directeur-generaal en het provinciecollege plegen overleg over de middelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachtbrief. De financieel directeur wordt erbij betrokken voor de aangelegenheden waarmee hij belast wordt. Bij gebrek aan akkoord van de directeur-generaal over de middelen wordt zijn advies gevoegd bij de opdrachtbrief.

§ 3. De provincieraad neemt akte van het overkoepelend strategisch programma dat het provinciecollege hem voorlegt, binnen zes maanden na de aanwijzing van de schepenen of ten gevolge van een aanneming van een motie van wantrouwen betreffende het hele provinciecollege overeenkomstig artikel L2212-44, § 1. Tijdens dezelfde vergadering van het provinciecollege wordt het overkoepelend strategisch programma openbaar gedebatteerd.

Het overkoepelend strategisch programma is een meerjarig beleidsinstrument dat de strategie bevat die het provinciecollege heeft ontwikkeld om de strategische doelstellingen die hij heeft vastgelegd, te bereiken. Deze strategie resulteert in de keuze van operationele doelstellingen, projecten en acties die meer bepaald zijn omschreven rekening houdend met de ter beschikking zijnde menselijke en financiële middelen.

Het overkoepelend strategisch programma is gegrond op een samenwerking tussen het provinciecollege en de administratie.

Het overkoepelend strategisch programma wordt door het provinciecollege minstens halfweg de legislatuur en na afloop ervan onderworpen aan een evaluatie.

Het directiecomité stelt een uitvoeringsrapport samen, waarvan het provinciecollege akte neemt om de laatste evaluatie van de legislatuur uit te voeren. Dat uitvoeringsrapport en deze evaluatie worden in de loop van het eerste halfjaar van het jaar van de volledige hernieuwing van de provincieraad en het gemeentecollege voortvloeiend uit de volgende verkiezingen overgemaakt om er akte van te nemen.

In de loop van de legislatuur is een actualisering van het overkoepelend strategisch programma mogelijk.

Het overkoepelend strategisch programma wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel L2213-2 en op de wijze, bepaald door de provincieraad, bekendgemaakt. Het wordt op de website van de provincie gepubliceerd.

Voor het eerste overkoepelend strategisch programma van de legislatuur 2018-2024 wordt de termijn van zes maanden bedoeld in lid 1 bij wijze van overgangsmaatregel op negen maanden gebracht.

§ 4. De beraadslaging van de provincieraad die akte neemt van het overkoepelend strategisch programma wordt aan de Regering medegedeeld”.

Art. 29. Artikel L2212-56 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 wordt het vierde lid vervangen als volgt :

”Het provinciecollege gaat over tot de evaluatie van de directeur-generaal, de financieel directeur onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten waarin de Regering voorziet. De evaluatie is met name gegrond op het planificatierapport”;

2° in § 1, wordt het vierde lid aangevuld met vier leden, luidend als volgt :

”Het provinciecollege werkt een planificatierapport uit, dat de doelstellingen bepaalt welke de directeur-generaal en de financieel directeur, elk voor wat ze betreft, moeten bereiken in het kader van de opdrachten die zij met name op basis van artikel L2212-58 toevertrouwd krijgen.

De beraadslaging van het college tot aanneming van het planificatierapport wordt ter informatie aan de provincieraad en aan de Regering medegedeeld.

De directeur-generaal of de financieel directeur kan zijn opmerkingen voegen bij het planificatierapport.

De evaluatie bedoeld in lid 4 heeft tot gevolg :

1° als ze ”uitstekend” is, de mogelijke toekenning van een financiële toelage die gelijk is aan een bijkomende jaarlijkse verhoging;

2° ”met voorbehoud” :

a) de instandhouding van de wedde in dezelfde staat tot aan de eerstvolgende evaluatie;

b) de vaststelling van een tussentijdse evaluatie zes maanden na die evaluatie met voorbehoud;

3° ”ongunstig” :

a) de instandhouding van de wedde in dezelfde staat tot aan de eerstvolgende evaluatie;

b) de vaststelling van een tussentijdse evaluatie één jaar na die ongunstige evaluatie met voorbehoud;

Na twee opeenvolgende ongunstige evaluaties, definitief toegewezen, kan de provincieraad kennis geven van het voorstel tot ontslag wegens beroepsbekwaamheid.”;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

”De dienstverleningen verricht in de privé-sector en/of als zelfstandige komen ook in aanmerking voor de berekening van de geldelijke anciënniteit ten belope van maximum 10 jaar op voorwaarde dat die jaren voor het ambt nuttig zijn. Dit lid is van toepassing op de aanwervingen van directeurs die na de inwerking van dit lid zijn uitgevoerd.”

Art. 30. Artikel L2212- 57, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt aangevuld met volgende zin: ”De afwezigheid of het niet-bestaan van een hiërarchische overste verhindert de directeur-generaal niet, zijn bevoegdheid uit te oefenen. Hetzelfde geldt bij gebreke van rapport.”.

Art. 31. In artikel L2212-58, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

”De directeur-generaal is eveneens belast met de uitvoering van het overkoepelend strategisch programma.”.

Art. 32. Artikel L2212-59 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zinnen : ”Als de directeur-generaal niemand aanwijst bij een tijdelijke afwezigheid van minder dan zeven dagen kan het college de waarnemend directeur-generaal aanwijzen. Als die periode van zeven dagen afgelopen is, wijst het college er één aan.”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

”De waarnemend directeur-generaal geniet de weddeschaal van de titularis. Als hij gekozen wordt uit de personeelsleden van de provincie, krijgt hij een toelage gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die hij zou krijgen als hij titularis zou zijn van de graad van directeur-generaal en de bezoldiging die hij in zijn daadwerkelijke graad krijgt.”.

Art. 33. In het tweede deel, Boek II, titel I, hoofdstuk II, afdeling 5, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt het opschrift van onderafdeling 2 vervangen als volgt :

”Het directiecomité”.

Art. 34. Artikel L2212-61 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt opgeheven.

Art. 35. Artikel L2212-62 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt aangevuld met volgend lid :

"Het directiecomité

1° neemt deel aan de uitwerking van het overkoepelend strategisch programma en ondersteunt het provinciecollege;

2° zorgt voor de opvolging van het overkoepelend strategisch programma in het kader van de uitvoering ervan."

Art. 36. In artikel L2212-64, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

"De waarnemend financieel directeur geniet de weddeschaal van de titularis. Als hij gekozen wordt uit de personeelsleden van de provincie, krijgt hij een toelage gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die hij zou krijgen als hij titularis zou zijn van de graad van financieel directeur en de bezoldiging die hij in zijn daadwerkelijke graad krijgt."

Art. 37. Artikel L2212-65 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2, eerste lid, 8°, worden de woorden "excl. B.T.W." ingevoegd na de woorden "22.000 euro";

2° in § 2, tweede lid wordt de zin "In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan die termijn tot vijf dagen ingekort worden" vervangen door de volgende zin: "In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de basistermijn van tien werkdagen bedoeld onder 8° tot vijf werkdagen ingekort worden.";

3° paragraaf 5 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"De financieel directeur is belast met de financiële opvolging van het overkoepelend strategisch programma."

Art. 38. Artikel L2212-67 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden ", en worden, wat de zekerheidstelling betreft, gelijkgesteld met de bijzondere ontvangers of met de rekenplichtigen der geldmiddelen" opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "tweede lid" vervangen door de woorden "eerste lid".

Art. 39. Artikel L2221-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld met volgend lid :

"In geval van ontslag wegens beroepsbekwaamheid van de directeur-generaal of van de financieel directeur, verleent de provincie hen een vergoeding gelijk aan minimum drie maanden wedde per aangevatte schijf werk van vijf jaar."

Art. 40. Artikel 2 van het koninklijk besluit nr.519 van 31 maart 1987 tot regeling van de vrijwillige mobiliteit tussen de statutaire personeelsleden van de gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn die eenzelfde werkgebied hebben, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

"4° de titularissen van wettelijke graden."

Art. 41. Dit decreet treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en is van toepassing vanaf de integrale hernieuwing van de gemeente- en provincieraden volgend op de verkiezingen van de gemeenteraden en de provincieraden van 14 oktober 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën,
Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,
Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1136 (2017-2018) Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 juli 2018

Bespreking.

Stemming.